Zeitschrift: Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz
Band: 6/1892 (1894)

Artikel: Lehrerschaft
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-8380

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Ces examens seront subis dans les localités où les cours ont été suivis. Devront s'y présenter: *a.* tous les élèves des cours appartenant aux classes d'âge 1873, 1874, 1875 et ceux de 1876 libérés des écoles; *b.* les jeunes gens, dispensés pendant l'exercice écoulé, qui ne suivent pas les cours d'un établissement d'instruction publique, secondaire ou supérieur ou des cours jugés équivalents.

Les sujets de composition et les problèmes d'arithmétique vous seront expédiés à temps par les soins du Département.

Nous vous demandons que des mesures efficaces soient prises pour empêcher, avant et pendant les examens, toute espèce d'indiscrétions et de communications.

Pour les examens, les travaux faits durant les cours seront remis à la Commission scolaire qui les appréciera. Les jeunes gens qui ne présentent pas ces travaux le jour de l'examen sont signalés par la Commission scolaire au Département de l'Instruction publique et des Cultes et par lui au Département militaire pour infraction à la discipline (Règlement, art. 197).

Les travaux d'examen seront conservés pendant une année dans les archives de la Commission.

Pour faciliter les opérations, le mode suivant pourra être adopté: on donnera d'abord aux élèves l'une ou l'autre des séries de problèmes d'arithmétique. La note supérieure n'est assignée que si l'élève présente la solution exacte des quatre problèmes. On procédera ensuite à la composition.

Pendant les travaux écrits, surveillés par un des membres de la Commission, il sera procédé aux interrogations sur les autres branches du programme.

L'échelle des notes est la suivante: 1 = très bien; 2 = bien; 3 = passable; 4 = mal; 5 = très mal.

Les tableaux d'examen, complétés dans toutes leurs rubriques, devront être adressés au Département de l'Instruction publique et des Cultes, service de l'instruction, avant le 15 mars prochain. (Règlement, art. 205.)

Le résultat de l'examen, prévu à l'art. 204 du règlement, nous sera également communiqué avant le 15 avril. A réception de la présente circulaire, vous voudrez bien publier un avis invitant tous les jeunes gens intéressés à se rendre dans le local indiqué pour y subir les épreuves réglementaires.

En terminant, nous recommandons aux Commissions scolaires d'apporter beaucoup de soins à cet examen et surtout de se montrer très judicieuses dans les appréciations.

Le Chef du Département: E. Ruffy.

IV. Lehrerschaft.

---

31. 1. Règlement fixant les conditions de concours pour la nomination des maîtres aux écoles primaires du Canton de Fribourg. (Du 26 août 1892.)

Article 1er. — La nomination des maîtres aux écoles primaires a lieu, dans la règle, à la suite d'un concours.

Le concours est annoncé dans la Feuille officielle.

Art. 2. — Chaque candidat est tenu, pour être admis au concours, de déposer, en prenant son inscription:

a. son brevet de capacité;

b. cas échéant, les notes du dernier examen du renouvellement du brevet;

c. des certificats de bonne conduite.

Art. 3. — Tous les candidats sont appelés à l'examen du concours.

Cependant, les candidats qui ont subi dans le courant de la même année les épreuves du brevet ou d'un concours, ceux qui sont au bénéfice du certificat d'aptitude pédagogique ou qui ont enseigné pendant vingt ans dans le canton

à la satisfaction des autorités scolaires peuvent être, sur leur requête, libérés de l'examen.

La Direction de l'Instruction publique prononce sur les demandes de dispense qui lui sont adressées en temps utile.

Art. 4. — L'examen a lieu, dans la règle, à la maison d'école où le poste est à pourvoir. La salle de classe sert pour l'examen oral et les leçons d'épreuves. Pour les travaux écrits, les candidats sont placés autant que possible dans un local séparé.

Art. 5. — L'examen de concours est public.

Art. 6. — Le préfet du district invite les autorités locales à assister à l'examen, à réunir les élèves, à procurer l'aménagement des salles, ainsi que tout ce qui doit servir aux leçons d'épreuves: tableaux, cartes, objets pour les leçons d'ouvrages, etc.

Art. 7. — Le jury d'examen est constitué comme suit: le préfet du district comme président, l'inspecteur de l'arrondissement qui interroge et remplit les fonctions de secrétaire, et un troisième membre désigné par la Direction de l'Instruction publique.

Art. 8. — L'inspecteur prépare pour chaque examen de concours:

a. un texte pour la dictée;

b. les sujets pour la lecture et le compte rendu;

c. les sujets pour les leçons d'épreuves, choisis parmi toutes les branches prévues aux art. 10 et 11 de la loi;

d. deux sujets de composition, deux questions théoriques et deux problèmes de mathématiques.

Les questions consignées sous la litt. *d* sont empruntées éventuellement à un questionnaire dressé par les soins de la Direction de l'Instruction publique et comprenant: 1° 20 sujets de composition; 2° 40 questions sur la théorie des mathématiques; 40 problèmes de calcul et de géométrie.

Art. 9. — L'examen de concours consiste en des travaux écrits, un examen oral et deux leçons d'épreuves au moins.

La durée de l'examen de concours est de quatre heures, dans la règle.

Art. 10. — Les travaux écrits comprennent:

a. une composition sur un sujet littéraire ou pédagogique;

b. une dictée;

c. l'exposé théorique d'une question de mathématiques;

d. la solution d'un problème de calcul ou de géométrie.

Cette dernière branche pour les instituteurs seulement.

L'inspecteur propose pour la composition, pour la théorie des mathématiques et pour les problèmes, deux sujets entre lesquels le candidat a le droit d'opter.

Les questions de mathématiques et les problèmes doivent présenter des difficultés inégales. Il est tenu compte de la différence, en abaissant d'un degré la note pour l'exposé de la question plus élémentaire, ainsi que pour la solution du problème plus facile.

Art. 11. — Les travaux écrits sont faits sur des feuilles remises, séance tenante, aux candidats et munies d'un timbre humide ou du paraphe du Président du jury d'examen.

Art. 12. — L'examen oral porte:

a. sur la religion;

b. sur la lecture avec compte rendu.

Le candidat indique le sens général du passage qu'il a lu ainsi que la signification des mots et des locutions les plus difficiles. Il doit pouvoir expliquer aussi les formes grammaticales.

Art. 13. — L'inspecteur mentionne les sujets des leçons d'épreuves sur des billets qui sont tirés au sort séance tenante. La durée de chaque épreuve ne doit pas dépasser vingt minutes.

Pour les institutrices, une leçon d'épreuve a trait à l'économie domestique et aux ouvrages manuels.

Art. 14. La Commission d'école a le droit d'indiquer, en outre, au jury une branche sur laquelle elle entend faire porter une leçon d'épreuve. Elle a le droit d'exiger aussi un examen oral sur la même branche.

Dans ce cas, le jury décerne une note spéciale pour cette branche.

Art. 15. — Le jury donne des notes sur les branches suivantes:

1° religion; 2° lecture et compte rendu; 3° orthographe (d'après la dictée et l'ensemble des travaux écrits); 4° style (d'après la composition); 5° théorie des mathématiques; 6° problèmes; 7° connaissance des matières du programme pour les écoles primaires (d'après les notions exposées dans les leçons d'épreuves); 8° pédagogie théorique (d'après l'exposé sommaire de la méthode, fait avant les leçons d'épreuves); 9° pédagogie pratique (d'après la manière dont le candidat a donné les leçons d'épreuves); 10° tenue du maître pendant les leçons d'épreuves; 11° écriture (d'après l'ensemble de l'examen); 12° eventuellement, la branche examinée à la demande de la Commission d'école.

Art. 16. — Les résultats de l'examen sont déterminés selon une échelle qui va des notes 1 (très-bien) à 5 (nul).

Chaque membre du jury marque, au fur et à mesure des épreuves, ses appréciations particulières.

Les examens terminés, le jury, séance tenante et à huis clos, arrête, en combinant les observations de chaque examinateur, les notes definitives pour les inscire au procès-verbal.

Le procès-verbal de l'examen porte la signature de tous les membres du jury. Il est transmis immédiatement à la commission d'école.

Art. 17. — Sur le désir du candidat, le jury lui délivre une copie des notes qu'il a méritées.

Art. 18. — La commission d'école présente au conseil communal un rapport et des propositions.

Le conseil communal, par l'entremise du préfet, donne connaissance de son préavis à la Direction de l'Instruction publique.

Art. 19. — Le préfet envoie à la Direction de l'Instruction publique le dossier complet de l'examen avec les préavis de la commission locale, du conseil communal et de l'inspecteur, en y ajoutant les renseignements utiles et les autres particularités propres à éclairer les autorités supérieures.

Art. 20. — Le présent règlement entre en vigueur dès ce jour.

Donné en Conseil d'Etat, à Fribourg, le 26 août 1892.

Le Président: Menoud.
Le Chancelier: E. Bise.

---

32. 2. Reglement für die Prüfung der Lehrer und Lehrerinnen der Primarschule des Kantons Solothurn. (Vom 5. Februar 1892.)

Der Regierungsrat des Kantons Solothurn

auf Antrag des Erziehungs-Departements

beschliesst:

§ 1. Die Wahlfähigkeit zur Bekleidung einer Primarlehrerstelle im Kanton Solothurn wird vom Regierungsrat auf Grundlage einer bestandenen Prüfung erteilt.

§ 2. Ausnahmsweise kann der Regierungsrat Bewerbern, welche sich über entsprechende wissenschaftliche und pädagogische Bildung und praktische Lehrtätigkeit ausweisen, die Prüfung ganz oder teilweise erlassen.

§ 3. Die Prüfung wird von einer durch den Regierungsrat zu wählenden Kommission abgenommen. — Bei der Feststellung des Prüfungsresultates haben die Lehrer der Pädagogischen Abteilung der Kantonsschule beratende Stimme.

§ 4. Die Patentprüfung zerfällt in eine theoretische und in eine praktische. Die theoretische zerfällt wiederum in eine schriftliche und in eine mündliche.

§ 5. Die schriftliche Prüfung erstreckt sich auf folgende Fächer, und zwar in dem Umfange, wie sie in der Pädagogischen Abteilung der Kantonsschule gelehrt werden:

1. Pädagogik: Beantwortung von zwei Fragen aus dem Gebiete der Pädagogik;
2. deutsche Sprache: ein Aufsatz über ein im Gesichtskreis der Kandidaten liegendes Thema;
3. französische Sprache: ein leichter französischer Aufsatz;
4. Mathematik: Lösung von Aufgaben aus dem Gebiete des elementaren Rechnens, der Trigonometrie und der Algebra.

Kandidaten, welche die Pädagogische Abteilung der Kantonsschule nicht besuchten, haben ausserdem zwei Zeichnungen (Freihand- und technisches Zeichnen), sowie eine Probeschrift anzufertigen.

§ 6. Die mündliche Prüfung umfasst folgende Fächer und zwar in dem Umfange, wie sie an der Pädagogischen Abteilung der Kantonsschule gelehrt werden:

1. Pädagogik: Entwicklungs- und Erziehungslehre, Lehrverfahren, Erziehungsgeschichte;
2. Deutsche Sprache;
3. Französische Sprache;
4. Mathematik: Elementares Rechnen, Algebra, Planimetrie, Stereometrie, Trigonometrie;
5. Geschichte und Verfassungskunde;
6. Geographie;
7. Naturgeschichte: Botanik, Zoologie, Somatologie;
8. Physik und Chemie;
9. Gesang;
10. Musik: Violine oder Harmonium oder Klavier;
11. Turnen: methodisches Schulturnen.

Kandidaten, welche die Pädagogische Abteilung der Kantonsschule nicht besuchten, haben sich ausserdem über genügende Kenntnisse in der Buchhaltung, in der Obstbaulehre und im Feldmessen auszuweisen.

§ 7. Kandidatinnen haben in der Stereometrie, Trigonometrie, im Feldmessen und in der Obstbaulehre keine Prüfung zu bestehen.

§ 8. Die praktische Prüfung (Lehrübung) besteht in einer Probelektion in den in der Primarschule obligatorischen Lehrfächern. Die Aufgaben sind dem Kandidaten einen Tag vor der Prüfung mitzuteilen.

§ 9. Die theoretische Prüfung der Pädagogischen Abteilung der Kantonsschule findet statt:

a. für die Fächer: Französische Sprache, Geschichte, Geographie, Chemie, Physik, Botanik, Zoologie, Algebra, Planimetrie, Stereometrie, Trigonometrie am Schlusse des vorletzten (3.) Bildungsjahres;

b. für die Fächer: Entwicklungs- und Erziehungslehre, Lehrverfahren, Erziehungsgeschichte, Deutsche Sprache, Elementares Rechnen, Verfassungskunde, Somatologie, Gesang, Musik und Turnen am Schlusse des letzten (4.) Bildungsjahres.

Wer in einem der unter litt. *a* genannten Fächer die Note 3 oder geringer erhält, hat die Prüfung in dem betreffenden Fache nach einem halben Jahre nochmals zu bestehen.

§ 10. Die praktische Prüfung der Pädagogischen Abteilung der Kantonsschule findet nach der ersten Hälfte des letzten Bildungsjahres in der Musterschule Zuchwil statt.

§ 11. Die Zeit dieser Prüfungen wird je vier Wochen vor Abhaltung derselben im Amtsblatte bekannt gemacht.

§ 12. Kandidaten, welche die Pädagogische Abteilung der Kantonsschule nicht besuchten, haben sich zu diesen Prüfungen wenigstens 14 Tage vor Abhaltung derselben beim Erziehungs-Departement anzumelden.

Art. 13. Auf Begehren von Kandidaten, welche die Pädagogische Abteilung der Kantonsschule nicht besucht haben, kann eine Prüfung auch zu einer andern, als der vorgesehenen Zeit, abgehalten werden.

Solche ausserordentliche Prüfungen finden auf Kosten der Examinanden statt.

§ 14. Den Prüfungsanmeldungen sind folgende Ausweise beizulegen:

1. ein Geburtsschein;
2. eine kurze Darstellung des Lebens- und Bildungsganges des Kandidaten;
3. Sitten- und Studienzeugnisse;
4. ein amtliches Leumundszeugnis.

§ 15. Von der Prüfung sind ausgeschlossen:

1. Bewerber mit ungünstigen Sittenzeugnissen;
2. solche, die das 18. Altersjahr noch nicht zurückgelegt haben;
3. solche, welche durch körperliche Gebrechen an der Ausübung des Lehrerberufes verhindert wären.

Über die Zulassung zur Prüfung entscheidet der Regierungsrat.

§ 16. In den einzelnen Fächern werden sechs Notenstufen unterschieden: 6 = sehr gut; 5 = gut; 4 = ziemlich gut; 3 = mittelmässig; 2 = schwach; 1 = sehr schwach.

§ 17. Das Wahlfähigkeitszeugnis wird erteilt, wenn der Bewerber in sämtlichen Fächern wenigstens die Durchschnittsnote 4 (ziemlich gut) erhalten hat.

§ 18. Bewerber, welche in einem oder zwei Hauptfächern (Entwicklungs- und Erziehungslehre, Lehrverfahren, Lehrübung, Deutsche Sprache, Elementares Rechnen, Zeichnen, Gesang und Musik [Violine oder Harmonium oder Klavier], Turnen) die Note 3 oder geringer erhalten haben, sind in den betreffenden Fächern zu einer Nachprüfung verpflichtet; sie erhalten das Wahlfähigkeitszeugnis erst dann, wenn sie die Nachprüfung mit Erfolg bestanden haben. Inzwischen kann solchen Kandidaten eine Primarlehrerstelle provisorisch übertragen werden.

§ 19. Die Note 3 oder geringer in mehr als zwei Hauptfächern hat die Verweigerung der Wahlfähigkeitserklärung zur Folge.

§ 20. Eine zweite Prüfung darf nicht früher als ein Jahr nach der ersten stattfinden. — Eine dritte Prüfung wird nicht gestattet.

§ 21. Den als wahlfähig erklärten Kandidaten werden zwei Zeugnisse ausgestellt:

1. das Wahlfähigkeitszeugnis;
2. das Prüfungszeugnis mit den Noten ist sämtlichen Fächern und einer Zensur über das sittliche Verhalten während des letzten Schuljahres.

§ 22. Vorstehendes Prüfungsreglement tritt sofort in Kraft und ist in die Sammlung der Gesetze und Verordnungen aufzunehmen.

Solothurn, den 5. Februar 1892.

Der Landammann: Dr. A. Affolter, Reg.-Rat.
Der Staatsschreiber: Amiet.

33. 3. **Reglement über Bewerbung um Primarlehrerstellen im Kanton Freiburg.** (Vom 26. August 1892.)

Art. 1. Die Wahl der Primarlehrer findet in der Regel infolge einer öffentlichen Bewerbung statt. Die öffentliche Bewerbung wird im Amtsblatte bekannt gemacht.

Art. 2. Jeder Bewerber soll bei seiner Einschreibung behufs Zulassung folgende Papiere hinterlegen:

a. sein Lehrerpatent;

b. gegebenen Falles, die bei der letzten Patenterneuerung erhaltenen Noten;

c. Zeugnisse über gutes Betragen.

Art. 3. Sämtliche Bewerber werden zur Konkursprüfung eingeladen.

Es können jedoch diejenigen Bewerber, die im Laufe des gleichen Jahres die Patent- oder eine Konkursprüfung bestanden haben; diejenigen die im Besitze eines Zeugnisses pädagogischer Tüchtigkeit sich befinden, sowie auch solche, die über eine zwanzigjährige Wirksamkeit im Kanton zur Befriedigung der Schulbehörden sich ausweisen, auf Verlangen von der Prüfung dispensirt werden.

Die Erziehungsdirektion ist befugt, über die Gesuche um Erlassung der Konkursprüfung zu entscheiden, welche ihr zur rechten Zeit vorgelegt werden.

Art. 4. Die Prüfung findet in der Regel im Schulgebäude statt, wo die zu besetzende Lehrerstelle sich befindet. Das Schulzimmer dient zur mündlichen Prüfung und zur Probelektion; zur Ausfertigung der schriftlichen Arbeiten wird den Bewerbern, soviel als möglich, ein besonderes Zimmer angewiesen.

Art. 5. Die Konkurrenzprüfung findet öffentlich statt.

Art. 6. Die Ortsbehörden werden vom Oberamtmann des Bezirkes eingeladen, der Prüfung beizuwohnen, die Schüler einzuberufen, die nötigen Lokale und alles, was für die Probelektionen erforderlich ist: schwarze Tafeln, Karten, Gegenstände für Handarbeitsunterricht u. s. w. bereit zu halten.

Art. 7. Die Prüfungskommission wird gebildet wie folgt: der Oberamtmann des Bezirkes als Präsident, der Kreisinspektor als Examinator und Sekretär und ein drittes von der Erziehungsdirektion bezeichnetes Mitglied.

Art. 8. Der Kreisinspektor bestimmt für jede Konkursprüfung:

a. einen Text für das Diktat;

b. die zu behandelnden Lesestücke;

c. den Stoff für die Probelektionen aus sämtlichen in den Art. 10 und 11 des Gesetzes vorgesehenen Fächern;

d. zwei Aufsatzthemata, zwei theoretische Fragen und zwei schriftliche Aufgaben aus der Mathematik.

Die Fragen unter lit. *d* werden eventuell einem von der Erziehungsdirektion ausgearbeiteten Fragebogen entnommen, welcher 20 Aufsatzthemata, 40 theoretische Fragen aus der Mathematik und 40 Rechnungs- und Geometrieaufgaben umfasst.

Art. 9. Die Konkursprüfung besteht aus schriftlichen Arbeiten, einer mündlichen Prüfung und wenigstens zwei Probelektionen.

Die Dauer der Konkursprüfung beträgt in der Regel vier Stunden.

Art. 10. Die schriftlichen Prüfungen umfassen:

a. einen Aufsatz über ein literarisches oder pädagogisches Thema;

b. ein Diktat;

c. die theoretische Erörterung einer Frage aus der Mathematik;

d. die Lösung einer Rechnungs- oder Geometrieaufgabe. (Dieses letzte Fach nur für Lehrer.)

Der Inspektor legt für den Aufsatz, für die Theorie aus der Mathematik und für das schriftliche Rechnen je zwei Themata vor, aus welchen der Bewerber wählen darf.

Die Fragen aus der Mathematik und die schriftlichen Rechnungsaufgaben sollen ungleiche Schwierigkeiten bieten. Die daraus erwachsene Differenz wird dadurch ausgeglichen, dass die Note für die weniger schwierige Frage, sowie für die Lösung der leichten Rechnungsaufgabe um einen Notenabstand herabgesetzt wird.

Art. 11. Die schriftlichen Arbeiten werden auf solchen Bogen ausgefertigt, die mit einem feuchten Stempel oder mit der Unterschrift des Präsidenten der Prüfungskommission versehen sind und den Bewerbern bei der Sitzung zugestellt werden.

Art. 12. Die mündliche Prüfung erstreckt sich auf:

a. Religion;

b. Lesen und Erzählen.

Der Bewerber soll die Hauptgedanken der vorgelesenen Stelle, sowie die Bedeutung der Wörter und den Sinn der schwierigsten Ausdrücke wiedergeben. Er soll auch die grammatikalischen Formen erklären können.

Art. 13. Der Inspektor schreibt den Gegenstand der Probelektionen auf Zettel, die bei der Sitzung gelost werden. Keine Probelektion soll mehr als 20 Minuten dauern.

Bei Bewerbungen für Lehrerinnenstellen soll eine Probelektion auf Haushaltungskunde oder Handarbeiten sich beziehen.

Art. 14. Der Schulkommission steht übrigens das Recht zu, der Prüfungskommission ein Fach zu bezeichnen, worüber eine Probelektion abgehalten werden soll. Sie darf auch über dasselbe Fach eine mündliche Prüfung fordern.

In diesem Falle wird von der Prüfungskommission für dieses Fach eine besondere Note erteilt.

Art. 15. Es werden von der Prüfungskommission für folgende Fächer Noten erteilt:

1. Religion. — 2. Lesen und Erzählen. — 3. Rechtschreiben (nach dem Diktat und sämtlichen schriftlichen Arbeiten). — 4. Stil (nach dem Aufsatze). — 5. Theorie der Mathematik. — 6. Schriftliches Rechnen. — 7. Kenntnis des Unterrichtsstoffes des Programmes für Primarschulen (nach den bei den Probelektionen bekundeten Kenntnissen). — 8. Theorie der Pädagogik (nach der summarischen Darstellung der zu befolgenden Methode vor den Probelektionen). — 9. Praktische Pädagogik (Beurteilung der vom Bewerber gegebenen Probelektionen selbst). — 10. Haltung des Lehrers während den Probelektionen. — 11. Schönschreiben nach sämtlichen Prüfungsgegenständen. — 12. Eventuell, das von der Ortskommission vorgeschlagene Prüfungsfach.

Art. 16. Die Prüfungsresultate werden gemäss einer Notenskala bestimmt, die von der Note 1 (sehr gut) bis 5 (Null) hinabfällt.

Jedes Mitglied der Prüfungskommission wird bei den einzelnen Prüfungen seine besondere Veranschlagungen zu Papier bringen. Nach Abschluss der Prüfungen werden sogleich und in geschlossener Sitzung durch Vereinbarung der von jedem Examinator gemachten Bemerkungen die endgültigen Noten von der Prüfungskommission festgesetzt und von ihr zu Protokoll gebracht.

Das Prüfungsprotokoll soll von sämtlichen Mitgliedern der Prüfungskommission unterzeichnet und sogleich an die Ortsschulkommission übermittelt werden.

Art. 17. Auf Verlangen des Bewerbers stellt die Prüfungskommission ihm eine Abschrift der von ihm erhaltenen Noten zu.

Art. 18. Die Schulkommission übermacht dem Gemeinderat Bericht und Vorschläge.

Der Gemeinderat übermacht seinen Vorschlag durch Vermittlung des Oberamtmannes an die Erziehungsdirektion.

Art. 19. Der Oberamtmann übersendet an die Erziehungsdirektion den vollständigen auf die Prüfung bezüglichen Aktenstoss, unter Beilegung der

Vorschläge der Ortskommission, des Gemeinderates und des Inspektors, indem er zugleich die zur Orientirung der Oberbehörde nützlichen Aufschlüsse und anderen geeigneten Einzelheiten anschliesst.

Art. 20. Vorliegendes Reglement tritt mit dem heutigen Tage in Kraft.

Gegeben im Staatsrate zu Freiburg, den 26. August 1892.

Der Präsident: Menoud.
Der Kanzler: E. Bise.

---

34. 4. Verordnung über Bildung und Patentirung von Volksschullehrern des Kantons Graubünden. (Vom Erziehungsrat revidirt und genehmigt im Jahre 1892.)

I. Das Seminar.

A. Zweck und Einrichtung desselben.

§ 1. Zur Heranbildung tüchtiger Volksschullehrer besteht im Kanton Graubünden ein Schullehrerseminar.

§ 2. Die Seminarzöglinge wohnen, soweit der Platz reicht, im Konvikt des Seminars oder der Kantonsschule, oder sie beziehen Logis in der Stadt.

Zur Aufnahme in das Konvikt haben die schon die Anstalt Besuchenden, die Schüler der untern Klassen und die weniger Bemittelten den ersten Anspruch; die Schüler der V. Klasse können nur berücksichtigt werden, wenn nach Unterbringung auch der Neueingetretenen noch Plätze frei bleiben. Des weitern bleibt vorbehalten, aus disziplinarischen Gründen einzelne Schüler dem Konvikte zuzuweisen.

Die Kost können auch die in der Stadt wohnenden Seminaristen im Konvikte nehmen.

§ 3. Der ganze Schulkursus oder die Lehrzeit für Schullehrerzöglinge ist auf vier Jahre angelegt. Die ersten drei Jahre sind vorherrschend für die allgemeine, das letzte Jahr für die berufliche Bildung der Zöglinge bestimmt.

§ 4. Die Vorkenntnisse, welche für den Eintritt in die erste Klasse des Lehrerseminars gefordert werden, sind dieselben, wie sie für den Eintritt in die zweite Realklasse der Kantonsschule notwendig sind. Ausserdem ist erforderlich, dass der Angemeldete Anlage zur Musik besitze, wovon nur bei sonst ausgezeichneten Leistungen in der Aufnahmsprüfung abgesehen werden darf. Das Nähere hierüber enthält das Regulativ für die Aufnahmsprüfungen.

§ 5. Die Lehrerzöglinge erhalten Unterricht in der Religion, in der deutschen, in der italienischen oder französischen Sprache, in der Geschichte, Geographie, Naturgeschichte und Naturlehre, im Rechnen, in den Elementen der Mathematik und in der praktischen Geometrie, in der Buchhaltung, Landwirtschaft, im Turnen, Schreiben, Zeichnen, Singen, in Instrumentalmusik, in Psychologie, Pädagogik und Methodik, wozu noch praktische Übungen im Schulhalten kommen.

Den italienischen und romanischen Zöglingen wird überdies auch Unterricht in ihrer Muttersprache erteilt.

§ 6. Zur Anschaffung von Werken für die Seminarbibliothek wird aus dem Kredit für Lehrmittel ein jährlicher Beitrag bis auf Fr. 100 bewilligt. Die Auswahl dieser Bücher wird dem Seminardirektor und den Fachlehrern überlassen, welche dabei im Einverständnis mit dem Präsidium des Erziehungsrates zu verfahren haben.

B. Verpflichtungen und Ansprüche der Seminarzöglinge beim Eintritt in das Seminar und während des Lehrkurses.

§ 7. Um in das Lehrerseminar treten und die damit verbundenen Vorteile geniessen zu können, muss der sich Meldende:

1. das vierzehnte Jahr zur Zeit des Eintritts zurückgelegt haben, die in § 4 dieser Verordnung gestellten Bedingungen erfüllen und von allen körperlichen Gebrechen frei sein, die ihm in der Ausübung des Lehrerberufes hinderlich sind; hierüber ist im Zweifelsfalle das Gutachten des Schularztes einzuholen;
2. einen Bürgschein vom Vorstand einer Gemeinde des Kantons nach gedrucktem Formular (Beilage) zu handen des Erziehungsrates beibringen;
3. bei Eröffnung des Kurses mit den nötigen Ausweisen sich zur Aufnahmsprüfung stellen.

§ 8. Der Kanton gewährt den Lehrerzöglingen folgende Unterstützungen:

a. jedem Seminaristen ein Stipendium von Fr. 170 jährlich und wenn er ausserhalb des Konviktes wohnt, eine Wohnungsentschädigung von Fr. 30;

b. acht Schüler (Gratuiten) erhalten Freiplätze, d. h. ausser dem Stipendium und der Wohnungsentschädigung noch einen Beitrag von Fr. 130;

Die Freiplätze werden je am Ende des Schuljahres vom Erziehungsrate zugesprochen (§ 13). Die andern Stipendien werden in drei Raten ausbezahlt, nämlich am Andreas- und Maimarkt und am Schlusse des Kurses.

c. zudem geniessen sämtliche Seminarzöglinge unentgeltlichen Unterricht (die Bestimmungen von §§ 9 und 11 vorbehalten).

§ 9. Es können Schüler, welche die nötigen Eigenschaften besitzen — wenn die Zahl der Stipendiaten es erlaubt — den Seminarunterricht auch auf eigene Rechnung besuchen, d. h. ohne Stipendien und andere Subventionen zu beziehen, und gegen Entrichtung des Schul- und eventuell Konviktgeldes. Sie haben dagegen keine Verpflichtung zum Schulhalten auf sich zu nehmen.

§ 10. Zeigt sich erst nach dem Eintritt in das Seminar ein Zögling als unwürdig für den Schullehrerberuf, so soll er vom Erziehungsrat aus der Anstalt entlassen werden und hat die bis dahin bezogenen Stipendien (s. § 15) zurückzubezahlen, mit Zins zu 4 Prozent, vom Austritt aus dem Institut an gerechnet.

§ 11. Kann ein Stipendiat wegen ungenügender Leistungen — Krankheitsfälle ausgenommen — nicht promovirt werden, so bezieht er für das folgende Schuljahr kein Stipendium, sowie er für dasselbe Jahr auch das Schul- und Konviktgeld zu bezahlen hat.

Stellt sich bei einem Seminarzögling entschiedene Unfähigkeit für den Schullehrerberuf heraus, so hat er auf Beschluss des Erziehungsrates sofort das Seminar zu verlassen. Eei Entfernung aus dem Seminar wegen Unfähigkeit soll der Betreffende jedoch nicht schuldig sein, die bezogenen Staatsunterstützungen zurückzubezahlen.

§ 12. Tritt ein Zögling vor Vollendung seiner Lehrzeit freiwillig aus der Zahl der Schullehrerzöglinge, so hat er das bezogene Stipendium mit Zins à 4 Prozent vom Austritt an zurückzubezahlen. Dagegen sind diejenigen Schüler, welche auf Grund eines ärztlichen Zeugnisses definitiv aus dem Seminar austreten oder während der Schulzeit sterben, von der Rückzahlung der bezogenen Staatsunterstützung entlastet.

§ 13. Am Ende eines jeden Schulkurses hat die Lehrerversammlung dem Erziehungsrate über die zu gewährenden Gratuitenstellen und andere Unterstützungen Bericht und Antrag einzureichen.

C. Verpflichtungen der Stipendiaten nach dem Austritt aus dem Seminar.

§ 14. Jeder als schuldienstpflichtig entlassene Schullehrerzögling ist verpflichtet, in einer Gemeinde des Kantons von dem ersten Jahre nach dem Austritt an in ununterbrochener Reihenfolge den Schuldienst so lange zu versehen, bis er die vom Kanton bezogenen Stipendien und Unterstützungen für Gratuitenstelle nach den Bestimmungen der folgenden Paragraphen abverdient hat. Auch darf die Übernahme einer blossen Privatschule nicht in Abrechnung der zu erfüllenden Leistungen gebracht werden.

§ 15. Der Gesamtbetrag der einem Lehrerzögling verabreichten Stipendien wird berechnet aus:

a. den in Geld verabreichten Stipendien;

b. den bezogenen Gratuitengeldern;

c. dem Schul- und Konviktgelde;

d. der allfällig bezogenen Logisentschädigung.

Diese Unterstützungen sind als ein Vorschuss zu betrachten, welchen der Kanton den Schullehrerzöglingen gewährt, mit der Zusicherung des Erlasses sowohl der Rückzahlung als auch der Verzinsung auf den Fall der Erfüllung aller damit verbundenen Bedingungen.

Jedem zur Leistung des Gemeindeschuldienstes verpflichteten Schullehrer wird nach jedem ordnungsmässig gehaltenen und bescheinigten Schuljahre der Betrag von Fr. 100 gleich einer bar abgetragenen Ratazahlung gutgeschrieben. Sobald die Abzahlungen den Gesamtbetrag der genossenen Unterstützungen erreichen (wobei ein Rest über Fr. 50 wie Fr. 100 in Rechnung gebracht, ein solcher unter Fr. 50 nicht in Berechnung gezogen wird), wird dem betreffenden Lehrer der hinterlegte Bürgschein, unter bescheinigter Erledigung von aller fernern Verpflichtung gegen den Kanton, zurückgestellt.

§ 16. Dienstpflichtige Schullehrer, welche ihren Verpflichtungen gegen den Kanton nicht Genüge leisten, haben den Betrag sämtlicher bezogenen Stipendien samt Zins zu 4 vom Hundert und zwar vom Austritt aus dem Seminar, beziehungsweise aus dem kantonalen Schuldienst an gerechnet, nach Abzug der bereits abverdienten Raten, an den Kanton bar zu vergüten. Diejenigen, welche während ihres Schuldienstes mit Tod abgehen oder ohne eigene Verschuldung dienstunfähig werden, sind von jeder Nachzahlungs- oder Erstattungspflicht frei.

§ 17. Vorübergehende Unterbrechung des pflichtigen Schuldienstes kann der Erziehungsrat einem Schullehrer unter besondern Umständen, sei es wegen dringender Familienverhältnisse, oder zur weitern Ausbildung bewilligen. In der Regel soll der Urlaub nur für ein Jahr erteilt und nur einmal erneuert werden. Die gleiche Ausnahme kann auch demjenigen Lehrer gestattet werden, welcher durch Krankheit am Schulhalten verhindert war oder den Beweis zu leisten im stande ist, dass er erbötig war und nachgesucht habe, eine Gemeindeschule zu übernehmen, aber in keiner Gemeinde eine Anstellung habe finden können, welche ihm wenigstens das gesetzliche Minimum der Lehrerbesoldung eingetragen hätte.

In allen diesen Fällen ist der dienstpflichtige Schullehrer verbunden, dem Erziehungsrat zu gehöriger Zeit, d. h. beim Eintritt dieser hindernden Umstände, Anzeige davon zu machen. Er bleibt aber nichtsdestoweniger zum Nachholen des Versäumten in einem der nächstfolgenden Jahre nach gleichen Grundsätzen verbunden.

Für die Zeit des Urlaubes wird kein Zins berechnet.

II. Patentirung der Volksschullehrer.

§ 18. *a.* Wer im Kanton den Beruf als Volksschullehrer ausüben will, hat sich beim Erziehungsrat um ein Patent zu bewerben, welches zum Bezug einer Gehaltszulage und zur Beteiligung an der vom Kanton unterstützten Lehrerhülfskasse nach Massgabe der einschlägigen Grossratsbeschlüsse berechtigt und verpflichtet;

b. Admissionsscheine werden nicht mehr erteilt; die gegenwärtigen Besitzer von solchen verbleiben jedoch in ihren bisherigen Rechten und Pflichten.

§ 19. Wer ein Patent erwerben will, hat eine Prüfung nach den unten folgenden Bestimmungen zu bestehen.

Es bleibt jedoch dem Erziehungsrate vorbehalten, solchen Lehrern, die sich in andern Kantonen über ihre Befähigung zur Ausübung des Lehrerberufes hinlänglich ausgewiesen haben, ohne vorausgehendes Examen ein Patent oder

vorübergehende Erlaubnis zum Schulehalten zu geben; mit letzterer ist jedoch keine Berechtigung zum Bezuge von Gehaltszulagen verbunden.

§ 20. *a.* Es werden Patente I. und II. Grades ausgegeben;

b. Patent II kann auf Patent I erhöht werden durch Nachprüfung in denjenigen Fächern, in denen der Kandidat eine nicht genügende Note erhalten hatte (s. § 24);

c. wer die Prüfung nicht besteht, kann eine provisorische Erlaubnis für zwei Jahre erhalten, nach welcher Frist er sich einer neuen Prüfung unterziehen kann (s. § 25);

d. Stipendiaten, welche nur einen Erlaubnisschein erhalten, sind zur Wiederholung der Prüfung nach längstens zwei Jahren verpflichtet, und es wird ihnen eine Verzinsung ihrer Stipendienschuld nicht berechnet, sofern sie während dieser Zeit im Kanton Schule halten; bei Nichterfüllung dieser Bedingung sind sie zur Rückerstattung aller genossenen Stipendien verpflichtet;

e. erhalten sie auch bei der Nachprüfung kein definitives Patent, so haben sie die ganze Stipendiensumme zurückzubezahlen mit Verzinsung vom Prüfungstage an;

f. ganz durchgefallene Stipendiaten haben die genossenen Stipendien zurückzubezahlen.

§ 21. Patentprüfungen finden regelmässig am Schlusse des Seminarkurses statt.

§ 22. Um zu einer Prüfung zugelassen zu werden, muss der Aspirant:

a. wenigstens die erste Hälfte des 18. Lebensjahres zurückgelegt haben;

b. in bürgerlichen Ehren und Rechten stehen und sittlich wohl beleumdet sein.

§ 23. Die Patentprüfungen werden in deutscher oder italienischer Sprache abgelegt. Für die Zöglinge des Seminars zerfällt die Prüfung in zwei Abteilungen, am Ende des IV. und V. Kurses; Kandidaten, die ihre Bildung nicht am kantonalen Seminar erhalten haben, können ihre Prüfung ebenfalls in zwei Abteilungen oder auf einmal bestehen.

Die Prüfungsgegenstände der ersten Abteilung sind:

a. Religion, Vertrautheit mit der biblischen Geschichte alten und neuen Testaments, Kenntnis des Hauptinhaltes der h. Schrift und der Hauptlehren der betreffenden Konfession;

b. Rechnen: Kenntnis aller im bürgerlichen Leben vorkommenden Rechnungsarten, Fertigkeit und Sicherheit im Lösen entsprechender Aufgaben, mündlich und schriftlich;

c. Mathematik: Kenntnis der Hauptsätze aus der Planimetrie und Stereometrie, aus der ebenen Trigonometrie und aus der Algebra bis und mit Einschluss der Gleichungen des zweiten Grades und der Logarithmen; Anwendung dieser Kenntnisse auf Vermessung und Berechnung einfacher Flächen und Körper;

d. Geographie: Vertrautheit mit der Geographie der Schweiz, Kenntnis der Geographie von Europa und den übrigen Erdteilen, sowie der Hauptbegriffe aus der mathematischen und physikalischen Geographie;

e. Naturgeschichte: Kenntnis der wichtigern Erscheinungen aus dem Tier-, Pflanzen- und Mineralreich;

f. Naturlehre: Verständnis der nächstliegenden Erscheinungen aus dem Gebiete der Physik und Chemie;

g. Fremdsprache (Französisch und Italienisch):

aa) Schriftlich: eine einfache freie Arbeit in Briefform, Erzählung u. dgl., oder Übersetzung eines leichten deutschen Textes;

bb) Mündlich: ordentlich geläufiges Lesen mit richtiger Aussprache; Übersetzung des gelesenen Stoffes (eines zusammenhängenden Prosastückes); Kenntnis der Formenlehre und der wichtigern Regeln der Syntax.

In der zweiten Abteilung wird geprüft in:

h. Sprache (Deutsch oder Italienisch): Fähigkeit, eine Abhandlung über ein leichtes allgemeines oder pädagogisches Thema in Bezug auf den Inhalt befriedigend, sprachlich in Hinsicht auf Orthographie und Interpunktion korrekt anzufertigen;

i. Lesen: Lesen mit Fertigkeit und richtiger Betonung und Verständnis des Gelesenen nach Inhalt und Form;

k. Sprachlehre: Kenntnis der Wortlehre, Wortbildung, Vertrautheit mit der Satzlehre und mit dem wesentlichen Teil der Stillehre und Poetik;

l. Geschichte: Kenntnis der Hauptbegebenheiten der Bündner-, Schweizer- und allgemeinen Geschichte;

m. Schreiben: eine geläufige, regelmässige deutsche und lateinische Kurrentschrift;

n. Zeichnen: richtige Auffassung und freie Darstellung leichterer Ornamentzeichnungen, sowie gegebener einfacher Natur- und Kunstgegenstände im Umrisse; Wandtafelzeichnen;

o. Buchführung: richtige Begriffe über Einrichtung und Führung der Rechnungsbücher für einen einfachen gewerblichen und landwirtschaftlichen Betrieb;

p. Landwirtschaft: allgemeine Ackerbaulehre, spezieller Pflanzen- und künstlicher Futterbau, Obstbaumzucht, Tierzucht, Alpwirtschaft;

q. Turnen: richtiges Verstehen und selbständiges Ausführen der für die Primarschule bestimmten Ordnungs-, Frei- und Geräteübungen; Gerätekunde. Praktische Befähigung zur Erteilung des Turnunterrichtes;

r. Gesang- und Gesanglehre: Fähigkeit, ein Volkslied mit Bezug auf Text, auf den Rhythmus und die Melodie richtig aufzufassen und mit richtiger Aussprache vorzutragen; Kenntnis der verschiedenen rhythmischen Verhältnisse, der Dur- und Molltonleitern und der Intervalle, sowie aus der Harmonielehre Kenntnis der Hauptakkorde und deren Ableitungen;

s. Instrumentalmusik: Fähigkeit, auf dem Klavier, auf der Orgel oder der Violine eine einfache Komposition melodisch und rhythmisch richtig vorzutragen;

NB. Bei Ermangelung der körperlichen Befähigung und musikalischer Anlage kann der Abgang der unter *q*, *r*, *s* geforderten Kenntnisse den Grund zur Verweigerung des Patentes nicht abgeben.

t. Methodik: der Kandidat muss im stande sein, richtigen Aufschluss zu geben über Einrichtung und Bedeutung eines Stunden-, Lektions- und Lehrplanes für eine Gemeindeschule, über die Führung der Klassifikation der Schüler und Führung einer Gemeindeschule, ferner über die Art und Weise, wie der Unterricht in den verschiedenen Fächern und auf den verschiedenen Stufen zu erteilen ist;

u. Pädagogik: richtige Begriffe über die leibliche und geistige Entwicklung des menschlichen Individuums und über die körperliche und geistige Erziehung desselben; sowie Kenntnis der bedeutendsten Schulmänner der Vergangenheit und ihrer pädagogischen Wirksamkeit;

v. jeder Kandidat muss in einer Probelektion seine praktische Befähigung an den Tag legen;

w. Feldmessen (für Kandidaten);

x. weibliche Arbeiten (für Kandidatinnen).

§ 24. Je nach dem Grade der Leistungen eines Kandidaten wird ihm das Patent I. oder II. Klasse oder eine provisorische Bewilligung erteilt. [1])

---

[1]) Es werden sechs Noten gegeben: 6 = sehr gut; 5 = gut; 4 = ziemlich gut; 3 = genügend; 2 = schwach; 1 = sehr schwach.

a. für das I. Patent wird erfordert:

1. die Durchschnittsnote sämtlicher Fächer muss 5 betragen;
2. im Aufsatz, Lesen, Pädagogik, Methodik muss unter allen Umständen die Note 5 erreicht werden;
3. Noten unter 5 sind nur in vier Fächern, worunter sich bloss zwei Hauptfächer befinden dürfen, zulässig;
4. in den Hauptfächern darf keine Note weniger als 4, in den Nebenfächern keine weniger als 3 betragen.

b. Patent II wird unter folgenden Bedingungen erteilt:

1. die Durchschnittsnote sämtlicher Fächer muss 4 betragen;
2. im Aufsatz, Lesen, Pädagogik, Methodik darf keine Note unter 4 vorkommen;
3. Noten unter 4 sind nur in vier Fächern, wovon bloss zwei Hauptfächer sein dürfen, zulässig;
4. keine Note darf weniger als 3 betragen;

c. zur Erlangung einer provisorischen Erlaubnis muss wenigstens in der Hälfte sowohl der Haupt- als der Nebenfächer die Note 4 erreicht werden, und es darf keine Note unter 3 vorkommen;

d. Kandidaten, welche die in lit. *c* dieses Paragraphen bezeichneten Noten nicht erreichen, sind als gänzlich durchgefallen zu erklären;

e. als Hauptfächer werden gezählt: Pädagogik, Methodik, Aufsatz, Lesen, Sprachlehre, Rechnen, Mathematik, Geschichte, Geographie, Naturgeschichte, Gesang und Gesanglehre, Lehrübung. Als Nebenfächer gelten: Religion, Naturlehre, Fremdsprache, Schreiben, Zeichnen, Buchführung, Turnen, Instrumentalmusik, Feldmessen, weibliche Arbeiten.

In Landwirtschaft wird zwar geprüft und die erworbene Note in das Prüfungsprotokoll und das Abgangszeugnis des Kandidaten eingetragen, jedoch bei der Bestimmung des Patentgrades nicht in Rechnung gezogen.

§ 25. *a.* Die Nachprüfungen haben sich auf alle Fächer zu erstrecken, in welchen von den Kandidaten nicht die Note 4 erreicht worden ist.

Zur Erhöhung des Patentgrades II auf I ist eine Nachprüfung in denjenigen Fächern erforderlich, in denen die Kandidaten nicht die Note 5 erreicht haben.

b. Nachprüfungen können erst bei der nächstfolgenden ordentlichen Patentprüfung und nicht später als zwei Jahre nach der ersten Prüfung abgelegt werden;

c. mehr als eine Nachprüfung wird nicht gestattet.

§ 26. Die Festsetzung der Noten geschieht nach Beendigung der Prüfung, wobei das absolute Mehr der anwesenden Erziehungsräte und Examinatoren entscheidet.

§ 27. Zur Verhütung allfälligen Irrtums und zur Vervollständigung des Urteils überhaupt sollen, namentlich in zweifelhaften Fällen, auch die Leistungen des Schülers während des letzten Schuljahres und allfällige Zeugnisse anderer Schulanstalten mitberücksichtigt werden.

Beilage.

Formular zu einem „Bürgschaft-Schein".

Da von seite des Jünglings ....., welcher sich in der Kantonsschule zum Schullehrerberufe vorbereiten will und die von unserm Kanton zur Schullehrerbildung verordneten Erleichterungsmittel zu geniessen wünscht, bei dem hiesigen Gemeinderat um die gesetzlich vorgeschriebene Verbürgung nachgesucht worden, so erklärt sich genannte Behörde namens der Gemeinde ..... zu handen des wohllöbl. Kantonserziehungsrates für belangbar

sowohl für den Betrag des dem ..... gesetzmässig verabreichten Stipendiums als für das demselben nachgelassene Schul- und Konviktgeld, falls derselbe vor Vollendung des gesetzlichen Lehrkurses in der Kantonsschule vom Schullehrerberufe abträte, oder nach Vollendung derselben aus eigener Schuld sich nicht während der statutarisch bestimmten Jahre einer öffentlichen Gemeindeschule des Kantons widmen oder die daran geknüpften Verpflichtungen nicht erfüllen würde.

Zur Bekräftigung dieser von hiesiger Gemeinde übernommenen Verbindlichkeit wird dieser Bürgschaft-Schein mit dem Siegel und den amtlichen Unterschriften derselben ausgefertigt.

....., den ..... 18....

L. S. 1. .....

2. .....

1. Unterschrift des ersten Gemeindevorstehers.
2. Unterschrift des Gemeindeschreibers.

---

35. 5. Reglement über die Erwerbung der Wahlfähigkeit für Lehrstellen an aargauischen Bezirksschulen. (Vom 8. Januar 1892.)

Der Erziehungsrat des Kantons Aargau

erlässt, in Vollziehung der §§ 3, 121, 122 und 213 des Schulgesetzes, über die Erwerbung der gesetzlichen Wahlfähigkeit für Lehrstellen an den Bezirksschulen des Kantons in Revision des bisherigen nachfolgendes Reglement:

I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Es kann als Lehrer an einer Bezirksschule definitiv nur angestellt werden (Schulgesetz § 5), wer vom Erziehungsrate für die ihm zu übertragende Lehrstelle wahlfähig erklärt worden ist.

§ 2. Die Wahlfähigkeit wird, in Voraussetzung der in § 5 des Schulgesetzes geforderten übrigen Eigenschaften, vom Erziehungsrate ausgesprochen, wenn der Bewerber eine Wahlfähigkeitsprüfung mit Erfolg bestanden oder den Anforderungen des § 6 genügt hat.

§ 3. Zur Leitung der bürgerlichen Geschäfte wird vom Erziehungsrate auf die Dauer von vier Jahren eine Kommission von drei Mitgliedern ernannt, denen die Erziehungsdirektion jeweilen die notwendigen Examinatoren beigibt. Der Präsident der Kommission wird aus der Mitte des Erziehungsrates genommen.

§ 4. Die Wahlfähigkeitsprüfung wird von der Erziehungsdirektion in der Regel auf den Monat September oder Oktober angesetzt; dazu werden von ihr die nach § 5 gehörig ausgewiesenen Kandidaten, sowie die zu einer Nachprüfung verpflichteten Lehrer einberufen.

§ 5. Die Bewerber um Erteilung der Wahlfähigkeit haben sich bei der Erziehungsdirektion anzumelden und ihrer Anmeldung beizulegen:

a. einen Altersausweis;

b. ein Zeugnis über Leumund und bürgerliche Ehrenfähigkeit;

c. eine kurze Darlegung ihres Lebens- und Bildungsganges;

d. ein aargauisches Maturitätszeugnis oder ein aargauisches Primarlehrerpatent;

e. einen Ausweis über mindestens zweijährige akademische oder polytechnische Fachbildung;

f. allfällige Ausweise über bisherige Lehrtätigkeit und wissenschaftliche Leistungen.

Kandidaten, welche sich um die Wahlfähigkeit in technischen Fächern (§§ 25—29) bewerben, haben nur die in Lemma 1, *a, b, c* und *f* geforderten Ausweise beizubringen.

Über die Zulassung zur Prüfung auf Grund obiger Ausweise, sowie über die Gültigkeit von Zeugnissen auswärtiger Lehranstalten an Stelle der in Lemma 1, *d* vorgeschriebenen, entscheidet die Erziehungsdirektion auf einen gutächtlichen Bericht der Maturitäts-Prüfungskommission, eventuell der Wahlfähigkeits-Prüfungskommission für Gemeindeschullehrer.

§ 6. Die Prüfung kann ganz oder teilweise erlassen und die Wahlfähigkeit erteilt werden:

1. denjenigen Bewerbern, welche für die betreffenden Fächer ein Diplom des eidgenössischen Polytechnikums besitzen;
2. denjenigen Bewerbern, welche vorzügliche Ausweise über ihre wissenschaftliche und ihre praktische Befähigung beibringen;
3. Geistlichen, welche die gesetzliche Wahlfähigkeit für kirchliche Stellen im Kanton besitzen, — zur Erteilung des Religionsunterrichtes;
4. Lehrern an Gemeinde- und Fortbildungsschulen für Schönschreiben und Turnen, sofern sie in diesem Fache gut ausgewiesen sind.

Die bezüglichen Ausweise werden von der Prüfungskommission begutachtet.

§ 7. Die Erziehungsdirektion setzt auf Vorschlag der Prüfungskommission die Prüfungstage fest, beruft die Examinanden ein, setzt von der getroffenen Anordnung die Mitglieder der Prüfungskommission und die ernannten Examinatoren in Kenntnis und ladet die Wahlbehörden der Bezirksschulen, auf deren erledigte Lehrstellen die Examinanden aspiriren, zur mündlichen Prüfung ein.

§ 8. Die Mitglieder der Prüfungskommission, sowie die von der Erziehungsdirektion jeweilen ernannten Examinatoren beziehen für die Abhaltung einer jeden Prüfung die tarifmässige Entschädigung.

§ 9. Jeder Kandidat hat vor der erstmaligen Prüfung für eine Hauptlehrerstelle eine Gebühr von vierundzwanzig Franken bei der Kanzlei der Erziehungsdirektion zu entrichten. Die Hälfte dieser Gebühr bezahlt ein Kandidat: *a.* wenn er eine weitere Prüfung macht; *b.* wenn er zu einer Nachprüfung einberufen wird; *c.* wenn er die Wahlfähigkeit für technische Fächer erwerben will.

Kandidaten für Hauptlehrerstellen, welche ohne Prüfung wahlfähig erklärt werden, haben eine Gebühr von vierunddreissig Franken zu bezahlen.

II. Die Wahlfähigkeitsprüfung.

§ 10. Die Wahlfähigkeitsprüfung zerfällt in eine schriftliche und eine mündliche.

Dieselbe wird nach einem von dem Präsidenten der Prüfungskommission entworfenen Programme abgehalten, welcher die Beteiligten rechtzeitig davon in Kenntnis setzt.

§ 11. Für die schriftliche Prüfung werden von den Examinatoren in jedem Fache drei Aufgaben vorgeschlagen. Dieselben sind dem Präsidenten der Kommission vor der Prüfung verschlossen einzureichen. Die Festsetzung der zu bearbeitenden Aufgaben erfolgt durch die Kommission.

Die zur Lösung bezeichneten Aufgaben werden den Examinatoren verschlossen zugestellt. Diese eröffnen sie den Kandidaten unmittelbar vor Beginn der Bearbeitung und überwachen die letztere.

Nach Ablauf der festgesetzten Zeit werden die Arbeiten vom Examinator korrigirt, zensirt und dem Präsidenten der Kommission zugestellt.

§ 12. Die Themata der mündlichen Prüfung werden von den Examinatoren der Kommission zur Auswahl vorgeschlagen.

§ 13. Jeder Examinand, der nicht genügende Ausweise über Lehrbetätigung beibringt, hat in einem Fache eine Probelektion zu bestehen.

Das zu behandelnde Thema wird den Kandidaten am Tage vorher mitgeteilt.

III. Umfang der Forderungen im allgemeinen.

§ 14. Die Bewerber haben sich in den Fächern, für welche sie die Wahlfähigkeit zu erhalten wünschen, nicht nur über ein gewisses Mass positiven Wissens (§§ 15—29), sondern auch über die Kenntnis der methodischen Behandlung und deren Literatur auszuweisen.

Die Bewerber um Hauptlehrerstellen haben sich durch einen Aufsatz über ihre sprachliche Fertigkeit auszuweisen und eine Prüfung in der Geschichte der Pädagogik der mittlern und neuern Zeit zu bestehen.

IV. Forderungen in den einzelnen Fächern.

§ 15. *In der Religionslehre.* Kenntnis der Schriften des alten und neuen Testamentes.

Kenntnis der wichtigern Momente der allgemeinen und besonders der christlichen Religionsgeschichte.

Kenntnis der Grundzüge der christlichen Glaubens- und Sittenlehre.

§ 16. *In der deutschen Sprache und Literatur.* Fähigkeit, ein gegebenes Thema in korrekter Darstellung zu behandeln.

Kenntnis der wichtigsten Tatsachen der deutschen Sprachgeschichte, insbesondere der Formen des Mittelhochdeutschen.

Sichere Kenntnis der Grammatik der deutschen Sprache.

Kenntnis der Lehre von den prosaischen und poetischen Darstellungsformen.

Kenntnis der Hauptmomente der deutschen Literaturgeschichte und der bedeutendern Werke aus der ersten und zweiten klassischen Periode.

Fähigkeit, ein Gedicht in Beziehung auf Komposition, Inhalt und metrische Formen zu erklären und mit Schülern ein geeignetes Lesestück angemessen zu behandeln.

§ 17. *Im Lateinischen und im Griechischen.* Es wird Sicherheit in der Formenlehre, Syntax und Prosodie der klassischen Sprachen verlangt, und der Examinand hat sich bezüglich der zwei erstgenannten Gebiete durch ein Skriptum darüber auszuweisen. Er muss sich ferner über die Kenntnis der vergleichenden Sprachwissenschaft ausweisen, soweit letztere für den Unterricht in Betracht kommen kann. Er soll die klassischen Sprachen mit richtiger Aussprache kurzer und langer Vokale lesen.

Aus Cæsar, Livius, Cicero, Phædrus, Ovids Metamorphosen und Fasti, Virgil, Xenophon, Herodot, Homer sollen beliebige Stücke, die nicht erhebliche Schwierigkeiten bieten, ohne Vorbereitung mündlich übersetzt und erklärt werden können. Über diese Autoren wird zugleich literarische Auskunft verlangt.

Mit der Mythologie und den Altertümern der Römer und Griechen muss der Examinand so weit vertraut sein, als es die von ihm geforderten Interpretationen verlangen.

§ 18. *Im Französischen, Englischen und Italienischen.* Korrekte Aussprache, Sicherheit in der Kenntnis und Anwendung der grammatischen Verhältnisse der Fremdsprache.

Genügende Fertigkeit im mündlichen Gebrauche derselben.

Extemporirte Übersetzung vorgelegter Abschnitte aus klassischen Schriftwerken der Dichter und Prosaiker und angemessene Erklärung derselben nach Form und Inhalt.

Bearbeitung eines gegebenen Themas (in französischer, englischer oder italienischer Sprache) oder Übersetzung eines leichtern Abschnittes aus einem deutschen Schriftsteller.

Im Französischen Vertrautheit mit den Haupterscheinungen der Literatur, mindestens vom 17. Jahrhundert an.

§ 19. *In der Geographie.* Kenntnis der Grundlehren der mathematischen und physikalischen Geographie.

Befähigung, von der Gestalt der Erde und den einzelnen Erdteilen nach ihrer horizontalen und vertikalen Gliederung eine in den Hauptzügen genaue Beschreibung zu geben.

Genauere Kenntnis der Hauptkulturländer und vor allem der Schweiz in physikalischer und politischer Beziehung.

Graphische Darstellung dieser Länder; Kartographie.

§ 20. *In der Geschichte.* Sichere Orientirung in der allgemeinen und in der vaterländischen Geschichte, sowohl hinsichtlich der politischen, als der kulturhistorischen Ereignisse. In letzterer Beziehung ist namentlich die Verfassungskunde der wichtigern Staaten und diejenige der Schweiz zu berücksichtigen. Befähigung, die Ereignisse in ihrem Kausalzusammenhange aufzufassen.

Kenntnis der allgemeinen und insbesondere der vaterländischen Historiographie in ihren wichtigsten Erscheinungen.

§ 21. *In der Mathematik.* A. Arithmetik. Kenntnis der bürgerlichen Rechnungsarten. Einfache Buchhaltung.

B. Algebra. Progressionen. Zinseszins- und Rentenrechnungen. Kombinationslehre. Elemente der Wahrscheinlichkeitsrechnung. Kettenbrüche und unbestimmte Gleichungen. Komplexe Zahlen und kubische Gleichungen. Auflösung numerischer Gleichungen durch Näherung. Der binomische Satz. Unendliche Reihen. Die Elemente der Differenzial- und Integralrechnung.

C. Geometrie. Planimetrie und ebene Trigonometrie. — Stereometrie und die Hauptsätze der sphärischen Trigonometrie. — Analytische Geometrie der Ebene (Gerade, Kreis und Kegelschnitte). — Darstellende Geometrie (Elemente der Orthogonalprojektion: Punkt, Gerade und Ebene und ihre Verbindungen; Dreikant, Polyeder, Kegel, Zylinder und Kugel; ebene Schnitte und Durchdringungen; Schattenlehre). — Geometrisches Zeichnen (es sind selbstverfertigte Zeichnungen in darstellender Geometrie sowohl, als im elementaren Maschinen-, Bau- oder Planzeichnen vorzulegen). — Praktische Geometrie (Kenntnis der wichtigsten Instrumente und Messverfahren).

§ 22. *In der Naturgeschichte.* Im allgemeinen: Fähigkeit, vorgelegte Naturkörper vollständig und richtig zu beschreiben und typische oder häufig vorkommende Naturkörper mit Benutzung von Hülfsmitteln zu bestimmen.

Im besondern: A. In der Zoologie. Kenntnis des Baues und der Lebensverrichtungen des menschlichen Körpers. Kenntnis des äussern und innern Baues und der Systematik der Kreise und Klassen des Tierreiches. Genaue Kenntnis der wichtigsten Gattungen und Arten der nützlichen und schädlichen Tiere.

B. In der Botanik. Kenntnis des Baues, der Lebensverrichtungen, der Morphologie und Systematik der Pflanzen. Kenntnis der wichtigsten Pflanzenfamilien. Genaue Kenntnis der Kulturpflanzen.

C. In der Mineralogie. Kenntnis der krystallographischen, physikalischen und chemischen Eigenschaften der Minerale. Genaue Kenntnis der wichtigsten Minerale und Gesteinsarten.

D. In der Geologie. Allgemeine Vorbegriffe. Kenntnis der wichtigsten Veränderungen, welche gegenwärtig auf der Erdoberfläche vor sich gehen. Kenntnis der wichtigsten Gebirgsformationen unseres Landes.

§ 23. *In der Physik.* Kenntnis der gesamten Experimentalphysik. Einige Übung im Experimentiren.

§ 24. *In der Chemie.* In der anorganischen Chemie Kenntnis der Elemente und ihrer wichtigen Verbindungen. Kenntnis der wichtigsten chemischen Erscheinungen; Begriffe von Atom, Molekül, Valenz und von multiplen Proportionen.

§ 25. *Im Gesang.* Kenntnis der allgemeinen Musiklehre und der Harmonielehre.

Kenntnis des Stufenganges und der Methodik des Gesangunterrichtes.

Kenntnis einer schönen und naturgemässen Ton- und Stimmbildung, sowie der Entwicklungsstadien der Kinderstimme bis zur Reife des Stimmorgans.

Kenntnis der Register fertig mutirter Stimmen und der richtigen Verwendung derselben im praktischen Gesang.

Fähigkeit, alle Intervalle zu treffen, sowie vorgelegte Lieder in Bezug auf Melodie und Text richtig und schön vom Blatt zu singen.

Genügende Fertigkeit im Klavierspiel, Kenntnis des Orgelspiels, sowie entsprechende Fertigkeit im Violinspiel.

Fähigkeit, mit Erfolg Gesangunterricht zu erteilen.

§ 26. *In der Instrumentalmusik.* Kenntnis der allgemeinen Musiklehre, der Harmonielehre, der musikalischen Formenlehre und des Satzes für die verschiedenen Instrumente.

Fertigkeit, vorgelegte, nicht allzuschwierige Klavier- oder Orgelstücke, sowie leichtere Violinkompositionen vom Blatte zu spielen. Ausweis des Bewerbers, dass er wenigstens eines dieser Instrumente als praktischer Musiker fertig spielt.

Genügende Kenntnis der Technik der übrigen Streichinstrumente und der gebräuchlichsten Blasinstrumente, wie Flöte, Klarinette und Trompete.

Fähigkeit, auf den genannten Instrumenten erfolgreichen Unterricht zu erteilen (s. § 13).

§ 27. *Im Kunstzeichnen.* Kenntnis von der Lehre der malerischen Perspektive und Schattenkonstruktion, nebst ihrer praktischen Anwendung. Kenntnis der Ornamentik im allgemeinen, ihrer Stilformen und ihrer Anwendung auf die Gewerbe.

Fertigkeit im Kopiren von flachen, ornamentalen Vorlagen und leicht erhobenen Gipsornamenten, sowie in vollendeter Durchbildung von Zeichnungen nach runden, ornamentalen Modellen.

Durch einen demonstrativen Vortrag ist an der Wandtafel nach einem gegebenen Projekte aus den oben bezeichneten Gebieten die bezügliche Lehrfähigkeit nachzuweisen.

§ 28. *In der Kalligraphie.* Fertigkeit in der deutschen, der französischen und der Rundschrift und im Vorschreiben an der Wandtafel. Kenntnis der verschiedenen Schreibunterrichtsmethoden.

Regeln betreffend die Haltung des Körpers und der Feder, die Bewegung des Armes, der Hand und der Finger.

§ 29. *Im Turnen.* Einige allgemeine Kenntnisse der Anatomie und der Geschichte des Turnens.

Kenntnis der verschiedenen Zwecke des Turnens und der allgemeinen Grundsätze, nach denen dieselben erreicht werden.

Kenntnis der Einrichtung und Ausrüstung des Turnplatzes.

Genaue Kenntnis der eidgenössischen Turnschule für den militärischen Vorunterricht, richtige Darstellung der darin enthaltenen Freiübungen, sowie eine mittlere Turnfertigkeit am Stemmbalken, Klettergerüst, Barren, Reck, und im Springen.

Abhaltung einer Turnstunde mit Schülern, wobei der Kandidat die Übungen vormacht (§ 13).

Anm. Lehrerinnen haben sich nur in Bezug auf die Lemmata 1—3 und 5 auszuweisen.

V. Die Wahlfähigkeitserklärung.

§ 30. Nach Beendigung der Prüfung tritt die Kommission mit den Examinatoren zusammen, um über die Ergebnisse der Prüfung Beschluss zu fassen.

Sie bestimmt die Noten in den einzelnen Fächern und macht zu handen des Erziehungsrates die Wahlfähigkeitsvorschläge.

Die Examinatoren haben bei dieser Schlussverhandlung beratende Stimme.

§ 31. Es dürfen nur folgende Noten erteilt werden: 1. sehr gut, 2. gut, 3. genügend, 4. schwach, 5. ungenügend.

§ 32. A. Eine erstmalige Prüfung für Hauptfächer hat sich (abgesehen von allfälliger Dispensation nach § 6, 2) auf die in § 14, Lemma 2, bezeichneten allgemeinen und ausserdem auf mindestens drei der in den §§ 15 bis 24 aufgeführten speziellen Fächer zugleich zu erstrecken.

B. In allen diesen Fächern, sowie in der Probelektion muss der Kandidat eine der drei ersten der in § 31 verzeichneten Noten erreichen, damit die Prüfung als eine mit Erfolg bestandene bezeichnet werden kann. In jedem andern Falle ist nach Ablauf eines Jahres eine Nachprüfung zu bestehen.

C. Bei der Nachprüfung fallen die allgemeinen Fächer (§ 14, Lemma 2) und die Probelektion weg, sobald in denselben bei der ersten Prüfung mindestens die Note „genügend" erreicht worden ist.

In den speziellen Fächern muss dagegen grundsätzlich die Prüfung ganz wiederholt werden. Sie fällt nur weg für ein einzelnes Fach, sofern in demselben bei der ersten Prüfung die Note „sehr gut" und für zwei Fächer, sofern in beiden bei der ersten Prüfung mindestens die Note „gut" erreicht war.

D. Werden auch in einer solchen Nachprüfung die in lit. B. geforderten Noten nicht erreicht, so kann der betreffende Kandidat nach Verlauf eines weitern Jahres eine zweite Nachprüfung bestehen. Diese unterliegt den nämlichen Bestimmungen, wie die erste Nachprüfung.

Eine dritte Nachprüfung ist unzulässig.

§ 33. Die Prüfung für technische Fächer erstreckt sich nur auf diejenigen Lehrgegenstände, für welche ein Kandidat die Wahlfähigkeit zu erwerben wünscht, unter Vorbehalt von § 13 und § 14, Lemma 1.

Sie gilt als mit Erfolg bestanden, wenn der Kandidat mindestens die Note „genügend" erreicht hat. Es sind ebenfalls zwei Nachprüfungen zulässig.

§ 34. Der Vorsitzende der Prüfungskommission übermittelt der Erziehungsdirektion zu handen des Erziehungsrates über die Prüfung Bericht und Anträge, unter Beilegung der Anmeldungsschriften und der schriftlichen Arbeiten der Kandidaten.

§ 35. Auf Grund dieser Vorlagen wird vom Erziehungsrate die Wahlfähigkeit ausgesprochen, wenn ein Hauptlehrer sich in mindestens drei Fächern oder ein Hülfslehrer sich in den von ihm zu lehrenden Fächern genügend ausgewiesen hat.

Wenn ein Kandidat wenigstens in zwei Hauptfächern die Prüfung gemäss § 32 lit. B. und D. mit Erfolg bestanden und in einem dritten Fache nur die Note „schwach" erhalten hat, so wird ihm ein entsprechendes Fähigkeitszeugnis ausgestellt, auf Grund dessen er mit Genehmigung der Erziehungsdirektion als Schulverweser angestellt werden darf.

§ 36. Auf Grund der Wahlfähigkeitserklärung durch den Erziehungsrat wird das Patent mit Angabe der Fachnoten ausgefertigt und dem Kandidaten zugleich mit den Anmeldungsschriften zugestellt.

Denjenigen Kandidaten, welche kein Patent erhalten können, gibt die Erziehungsdirektion hievon Kenntnis und stellt ihnen für diejenigen Fächer, in welchen sie die Prüfung mit Erfolg bestanden haben, ein Fachzeugnis aus.

§ 37. Vorstehendes Prüfungsreglement wird an Stelle des bisherigen Reglementes vom 10. Aug. 1875 und der Ergänzung dazu vom 31. Aug. 1876

definitiv eingeführt und tritt für neue Kandidaten sofort in Kraft; für solche, die zur Zeit zu einer Nachprüfung verpflichtet sind, bleibt das alte Reglement bis Ende 1892 gültig.

Aarau, den 8. Januar 1892.

Im Namen des Erziehungsrates,
Der Präsident: Dr. Fahrländer.
Der Sekretär: N. Stäuble.

---

36. 6. Regierungsratsbeschluss des Kantons Basellandschaft betreffend die Entschädigung der Vikare von Lehrern und Lehrerinnen. (Vom 26. Januar 1893.)

Der Regierungsrat des Kantons Basellandschaft, in Betracht, dass gemäss Vorschrift der Verfassung vom 4. April 1892 die Entschädigung der Vikare, welche bis jetzt mit Fr. 37 1/2 per Monat vom Kirchen- und Schulgut ausgewiesen worden und im weitern in freier Wohnung und Kost, zu leisten durch den vertretenen Lehrer, bestanden hat, vom Staate einzig zu tragen ist, beschliesst:

Die Entschädigung der Vikare von Lehrern und Lehrerinnen wird auf Fr. 80. — per Monat festgesetzt.

---

37. 7. Gesetz des Kantons St. Gallen über Alterszulagen an die Volksschullehrer. (Erlassen am 17. Mai 1892. In Kraft getreten am 27. Juni 1892. In Vollzug mit 1. Januar 1893.)

Der Grosse Rat des Kantons St. Gallen,
in Ausführung von Art. 6 und 8 der Kantonsverfassung vom 16. November 1890,[1])
verordnet als Gesetz:

Art. 1. Der Staat leistet an die Gehalte der Volksschullehrer besondere Beiträge in Form von Alterszulagen. Dieselben sind auf Fr. 100 jährlich für Lehrer im 11. bis 20. Dienstjahre und auf Fr. 200 für solche mit mehr als 20 Dienstjahren angesetzt.

Art. 2. Die Alterszulagen kommen allen Lehrern und Lehrerinnen geistlichen und weltlichen Standes zu, die an öffentlichen Schulen der Primar- und Sekundarschulstufe angestellt sind. Bei der Berechnung des Dienstalters zählen nur die in aktivem Schuldienste verbrachten Jahre, wobei aber kein Unterschied gemacht wird zwischen der Lehrtätigkeit in und ausser dem Kanton.

Art. 3. Gegenwärtiges Gesetz tritt mit dem 1. Januar 1893 in Vollzug.

Der Präsident des Grossen Rates: Dr. A. Hoffmann.
Der Protokollführer: Müller, Staatsschreiber.

Wir Landammann und Regierungsrat des Kantons St. Gallen erklären hiemit:

Dass das vorstehende Gesetz betreffend Alterszulagen an die Volksschullehrer — nachdem innert der verfassungsmässigen Einspruchsfrist vom 27. Mai bis 26. l. Mts. kein Begehren um Volksabstimmung darüber gestellt worden — am 27. d. Mts. in Kraft getreten sei.

Dasselbe ist in die Gesetzessammlung aufzunehmen.

St. Gallen, den 29. Juni 1893.

Im Namen des Regierungsrates,
Der Landammann: Zollikofer.
Der Staatsschreiber: Müller.

[1]) Ges.-Samml. N. F. Bd. VI Nr. 1.

38. 8. Programm des Fortbildungskurses für Arbeitslehrerinnen des Kantons St. Gallen im August 1892. (Vom 11. Mai 1892).

Art. 1. Der diesjährige Fortbildungskurs für Arbeitslehrerinnen wird in Mariaberg abgehalten und dauert drei Wochen, vom 1. August bis 20. August.

Art. 2. Als pädagogischer Kursleiter ist Herr Seminardirektor Dr. Th. Wiget in Rorschach und als Oberlehrerin Frl. Emma Rietmann, Arbeitslehrerin in St. Gallen, gewählt worden.

Art. 3. Die Zahl der Teilnehmerinnen ist auf 30 angesetzt. Dieselben haben sich Montag, den 1. August l. J., vormittags 9 Uhr, im Seminargebäude in Mariaberg einzufinden.

Art. 4. Es bleibt der Erziehungsbehörde vorbehalten, auf den Wunsch von Orts- und Bezirksschulräten angestellte Arbeitslehrerinnen zu diesem Kurse einzuberufen; im übrigen werden freiwillige Anmeldungen gewärtigt. Hiebei sollen angestellte Arbeitslehrerinnen, welche das 40. Lebensjahr noch nicht überschritten und noch keinen solchen Kurs passirt haben, in erster Linie Berücksichtigung finden. Sofern es die Zahl der Anmeldungen erlaubt, können auch Aspirantinnen angenommen werden, wenn sie das 17. Altersjahr zurückgelegt haben und sich zu Arbeitslehrerinnen ausbilden wollen.

Art. 5. Der Unterricht erstreckt sich auf mündliche Besprechung über Zweck, Organisation und Methodik des Arbeitsunterrichts, sowie auf Anleitung und Übung in den weiblichen Handarbeiten (Nähen, Stricken, Flicken und Zuschneiden). Er dauert täglich acht Stunden. Nach Schluss des Kurses erhalten die Teilnehmerinnen Zeugnisse über ihre Befähigung und Fortschritte.

Art. 6. Die Teilnehmerinnen erhalten Unterricht, Logis und Beköstigung auf Kosten des Staates. Auch sind die Ortsschulräte ersucht, den betreffenden Arbeitslehrerinnen eine Reise-Entschädigung aus der Schulkasse zu verabfolgen.

Art. 7. Die Teilnehmerinnen haben die erforderlichen Nähutensilien mit Nähkissen und einige Paare weisse Strümpfe nebst passendem Garn zum Stückeln mitzubringen.

Art. 8. Die Anmeldungen sind bis 2. Juli l. J. bei den betreffenden Bezirksschulratspräsidenten einzureichen und von diesen nebst allfällig andern Vorschlägen bis 9. Juli l. J. dem Erziehungsdepartement zu begutachten, welches alsdann die Teilnehmerinnen bestimmen wird.

St. Gallen, den 11. Mai 1892.

Der Präsident des Erziehungsrates: Dr. J. A. Kaiser.
Der Aktuar: Dütschler.

V. Lehrerschaft.

---

39. 1. Verordnung des Kantons Thurgau betreffend Abchurung bei Lehrerwechsel. (Vom 2. September 1892.)

Der Regierungsrat des Kantons Thurgau,

nachdem sich aus verschiedenen Berichten der Schulinspektoren ergeben, dass schon oft bei Lehrerwechsel die Teilung des Ertrages von Pflanzland und Schulgarten auf Schwierigkeiten gestossen ist und in gleichzeitiger Erledigung einer Wunschäusserung der thurgauischen Schulsynode vom 14. September 1891,

beschliesst:

1. Beim Eintritt eines Lehrerwechsels im Frühjahr hat der neu eintretende Lehrer den ganzen vorhandenen oder in Aussicht stehenden Ertrag des Schulgartens und Pflanzlandes zu beanspruchen, immerhin unter Abzug der Anpflanzungskosten, welche er dem abtretenden Lehrer zu vergüten hat.

2. Beim Lehrerwechsel im Herbste bezieht der abtretende Lehrer den sämtlichen Sommernutzen, Obst inbegriffen; er hat aber den Schulgarten und das Pflanzland in geordnetem Zustande zu hinterlassen.

3. Wo die Schulgemeinden an Neuanschaffungen von jungen Hochstämmen, Zwergobstbäumen, Spalieren und Fruchtsträuchern etc. wenigstens die Hälfte der Anschaffungskosten entrichtet haben, darf der abtretende Lehrer diese Pflanzungen weder mitnehmen, noch verkaufen; sie bleiben Eigentum der Schulgemeinden ohne weitere Entschädigung an den abtretenden Lehrer. Auf Baumschulen findet diese Bestimmung keine Anwendung.

4. Wo hingegen der abtretende Lehrer auf seine Kosten allein obgenannte Fruchtbäume und Sträucher gepflanzt und die Schulvorsteherschaft beim Lehrerwechsel eine Mitbeteiligung an den erwachsenen Anschaffungskosten bis zur Hälfte abgelehnt hat, ist der neu eintretende Lehrer angewiesen, dem abtretenden Lehrer oder dessen Erben die Hälfte der erwiesenen Anschaffungskosten zu vergüten.

5. Publikation dieser Schlussnahme im Amtsblatt zu handen der Schulvorsteherschaften und Lehrer.

Frauenfeld, den 2. September 1892.

Der Präsident des Regierungsrates: Dr. K. Egloff.
Der Staatsschreiber: Dr. J. Wehrli.

VI. Mittelschulen.

40. 1. Regulativ für die schwyzerischen Maturitätsprüfungen. (Vom 18. Mai 1892.)

Der Kantonsrat des Kantons Schwyz,
auf den Antrag des Erziehungs- und Regierungsrates,
beschliesst:

§ 1. Die Sektion des Erziehungsrates für die höhern Lehranstalten ist die Behörde, welche die Maturitätsprüfungen zu veranstalten und zu leiten hat. Der Zeitpunkt ihrer Abhaltung wird durch den Vorsteher des Erziehungsdepartements jährlich öffentlich ausgeschrieben.

Die Prüfungskommission kann einzelnen Persönlichkeiten (Schulbehörden, Studirenden etc.) erlauben, als Zuhörer den Prüfungen beizuwohnen.

§ 2. Die Prüfungskandidaten haben ihre Anmeldung unter Angabe des von ihnen gewählten wissenschaftlichen Berufes und mit dem Ausweis über ihre absolvirten Gymnasial- und Lyzealstudien, wie solche durch ihren künftigen Beruf gefordert werden, nebst beigelegten Schulzeugnissen der vier letzten Studienjahre an den Vorsteher des Erziehungsdepartements einzureichen.

Wer diese Ausweisschriften nicht rechtzeitig einsendet, wird zur Prüfung nicht zugelassen.

§ 3. Der Zweck der Prüfung ist, auszumitteln, ob der Examinand den erforderlichen Grad der Vorbildung für eine der höhern Berufswissenschaften: Theologie, Jus, Medizin u. s. f. besitze.

Für Ärzte, Zahnärzte, Apotheker, Veterinäre sind überdies die jeweilen in Kraft bestehenden eidgenössischen Regulative für die genannten Berufsarten massgebend. [1])

---

[1]) Das vorliegende Regulativ entspricht sämtlichen Anforderungen des eidgenössischen Regulativs für Ärzte, Zahnärzte, Apotheker.

Das eidg. Regulativ für Veterinäre lautet: 1. Muttersprache: Fertigkeit in schriftlicher und mündlicher Darstellung. — 2. Eine zweite schweizerische Nationalsprache: angemessene Fertigkeit im mündlichen und schriftlichen Ausdruck. Übersetzung eines leichtern Schriftstellers. — 3. Latein: Hauptregeln der Syntax. Nepos. Cæsar. — 4. Allgemeine Geschichte der neuern Zeit und vaterländische. — 5. Allgemeine Kenntnis der politischen und physikalischen Geographie. — 6. Arithmetik: die bürgerlichen Rechnungsarten bis zum Ketten-